



Lundi 8 juillet 2024

Après le temps électoral, le temps de la lutte sociale !

Bardella, Le Pen et leur allié Ciotti n'ont pas pu sabrer le champagne dimanche soir et c'est tant mieux. Voir la mine défaite des dirigeants du Rassemblement national sur les plateaux télé a constitué une joie certaine pour toutes celles et ceux qui ne voulaient pas « essayer » l'extrême droite au gouvernement. Macron avait pris une claque au premier tour, Bardella en prend une au second... Il reste désormais à mettre définitivement KO toutes les politiques racistes et antisociales, et cela, ce n'est pas sur le ring électoral que nous pourrons le faire.

Bardella à Matignon, ce n'est pas pour cette fois...

Avec 143 députés – certes un record –, le RN et ses alliés n'obtiennent aucune majorité de gouvernement et arrivent troisièmes après le Nouveau Front populaire et les amis de Macron. La stratégie adoptée par les partis présents au second tour de « désistement républicain » a fonctionné. Malgré son arrivée en tête au premier tour, malgré son nombre de voix supérieur à celui de chacun des autres groupes au deuxième tour, le RN ne peut pas gouverner. Mais ses idées et son poids dans la vie politique se renforcent inexorablement, ses résultats électoraux vont lui offrir une manne financière inédite : non, vraiment, on n'en a pas fini avec ce poison mortel qu'est l'extrême droite pour le monde du travail et la jeunesse. Et on n'en a pas fini avec cette politique en faveur des riches et des patrons menée par Macron depuis des années, et par des gouvernements de droite et de gauche avant lui, qui ont pavé la voie au RN.

Le temps des tractations contre les classes populaires

Aucun des trois principaux blocs politiques prétendant à la gestion des affaires gouvernementales n'obtient de majorité absolue. Macron se voit de nouveau « en arbitre suprême » alors que sa détestation au sein des classes populaires est immense : lui et ses alliés arriveront-ils à débaucher d'autres politiciens de tout bord partageant la même servilité à l'égard des intérêts du patronat pour former un gouvernement toujours plus à droite ? L'alliance du Nouveau Front populaire a déjà largement étalé ses divisions et ses options contradictoires. Elle a remis en selle le PS et EELV qui ont gouverné avant Macron. Passera-t-elle la première semaine post-électorale ou bien son unité de carton s'achèvera-t-

elle avec les tractations sur celui qu'elle espère comme Premier ministre ?

Remettre les pendules à l'heure de la lutte sociale

Qui va nous permettre d'arracher les 400 euros de plus par mois et faire monter nos salaires, nos pensions et nos revenus à 2000 euros net par mois ? Qui va indexer nos salaires sur les prix ? Qui va interdire les licenciements dans le privé et toutes les suppressions d'emploi dans les services publics ? Qui va nous permettre de partir à la retraite à 60 ans en ayant cotisé 37,5 annuités ? Qui va faire abroger toutes les lois racistes prises depuis 40 ans et obtenir la régularisation de tous les sans-papiers (qui seront ainsi nos alliés contre ceux qui nous exploitent tous) ? Qui va mettre fin au saccage écologique de la planète ? Qui va donner du boulot à toutes et tous en réduisant massivement le temps et la charge de travail ? Ce n'est ni à l'Élysée, ni à Matignon, ni à l'Assemblée que nous obtiendrons satisfaction !

C'est par nos luttes, nos grèves, nos mobilisations de rue, comme en 1936, lorsqu'après un mois de grève générale et d'occupation des lieux de travail, les congés payés, la semaine de 40 heures et des augmentations de salaire ont été arrachés au patronat... Le gouvernement de Front populaire n'y était pour rien, il n'avait même pas été capable de donner le droit de vote aux femmes ni l'indépendance aux colonies ! Car tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction sur des revendications vitales pour le monde travail, l'extrême droite creusera son sillon et déversera sa propagande raciste et xénophobe.

C'est pour dire cela et en convaincre largement autour de nous que nous appelons avec d'autres organisations à manifester à Paris le 14 juillet

Faut pas se presser

Montage, avec la cadence 2x30, on fait 2 voitures, puis il y a un trou, puis 2 voitures puis un trou, etc... Déjà dans ces conditions on a du mal à tenir le rythme et il y a plein de défauts, les moniteurs sont en postes. On est en sous-effectif, on ne va pas courir, alors à nous d'imposer notre équilibre.

Un p'tit somme

Avec la baisse de cadence, on a eu des réunions de propagande avec la hiérarchie et vidéo du directeur. Il explique qu'il faut faire des efforts et s'adapter aux évolutions. Est-il prêt à quitter son bureau et à se porter volontaire pour aller au Montage à la chaîne. On a peut-être rêvé pendant la sieste ?

Vitajte v našom dome (bienvenue chez nous) !

Une quinzaine de salarié de PSA Trnava en Slovaquie sont venus au Montage pour remplacer les derniers intérimaires virés. En effet la direction n'arrive pas à faire tourner le secteur sans leur expérience. Ces collègues slovaques sont les bienvenus, ils pourront voir de leurs propres yeux l'exploitation à Poissy et la raconter à Trnava. Quelles que soient les usines, on se ressemble tous et on a le même ennemi : notre patron.

Proletári všetkých krajín, spojme sa ! Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Elle cherche l'embrouille

À la Peinture, la direction veut remplacer des professionnels maintenanciers par des opérateurs, en leur faisant prendre des risques... Et en même temps elle explique qu'elle veut mettre plus de professionnels sur chaîne à la place des opérateurs. Son but n'est pas d'améliorer quoi que ce soit mais d'écœurer tout le monde. Que chacun reste à son poste et que la direction embauche là où il manque des salariés.

Rien à solder

Les chefs passent pour prévenir que la direction propose de l'argent pour démissionner. Les sommes sont faibles : à ce niveau c'est du Hard Discount. On a un CDI, on n'a pas l'intention de le laisser pour rien... Et pour ensuite galérer sur le marché du travail.

Nous, on passe à la vitesse inférieure

5 jours d'arrêt à PSA Poissy, plusieurs jours à PSA Mulhouse, ça nous permet tous de souffler et d'avoir un avant-goût des congés. Mais il ne faudra pas nous demander de venir rattraper les samedis matin et dimanches soir. La direction n'arrive pas à assurer la livraison des boîtes de vitesse par bateau ou par avion, c'est son problème, pas le nôtre.

Une expérience d'exploitation

Comme chaque été, la direction recrute des jeunes stagiaires, pour des postes d'ouvriers, qu'elle ne paye pas. La transmission des savoirs a bon dos ! Ces étudiants découvrent le monde capitaliste de l'entreprise, espérons qu'ils y apprennent aussi la colère.

Intérimaire en colère

PSA Hordain, mardi 9 juillet, une quinzaine de salariés intérimaires ont débrayé suite à un manque sur leurs fiches de paie. En effet la direction ne leur paie pas le chômage à 84 % comme les CDI, elle leur avance de l'argent qu'ils doivent ensuite restituer à la fin du contrat. Certains doivent restituer plus de 2 700 € et d'autres ont déjà dû rendre 1 700 €.

Leur situation est la même dans tout le groupe. Seule leur mobilisation permettra l'effacement de la dette et le remboursement des sommes déjà prélevées.

Gigafactory = giga déficit public

TotalEnergies vient d'annoncer qu'il veut se désengager encore un peu plus de la coentreprise ACC à Douvrin (qui produit des batteries électriques), en réduisant sa participation de 33 % à 15 %. Les projets d'usine de batteries implorent les uns après les autres en Allemagne, en Italie. S'envolent avec eux les promesses d'emplois et de reconversion, comme à l'usine de moteur de PSA Douvrin condamnée à fermer. Des centaines de millions d'euros d'argent public ont été injectés pour des usines de batteries... qui sont déjà à plat.

Chantage patronal

Lors d'une conférence de presse tenue à Londres mardi 25 juin, Stellantis a menacé le futur gouvernement anglais, sorti des élections le 4 juillet, de fermer ses 2 usines de Luton et de Ellesmere Port « si le marché devient hostile ». Traduction : la direction veut plus de subventions ! Les britanniques votent, mais c'est Tavares qui donne les ordres aux politiciens.

Menace en cascade sur l'emploi

90 % des CDI du fabricant de boîtes de vitesse Dumarey Powerglide à Strasbourg (ancienne usine General Motors : 600 CDI et 250 intérimaires) se sont mis en grève 2 jours la semaine dernière. Ils réclament des garanties pour leur emploi. En effet leur principal client le groupe allemand ZF a décidé de ne plus leur commander les boîtes de vitesse 8HP : 370 emplois sont menacés. Les salariés de Dumarey Powerglide ne veulent pas être les victimes de ZF, qui lui-même soustrait pour Mercedes... qui veut encore plus de profits.

Députés RN : au moins 26 « brebis galeuses »

Jordan Barbella, président du Rassemblement national, avait reconnu qu'il y avait « quatre ou cinq brebis galeuses » parmi les candidats de son parti, ayant proféré publiquement des injures racistes, antisémites, sexistes, homophobes, complotistes ou autres.

De son côté, Mediapart avait montré qu'en fait plus d'une centaine de candidats RN étaient dans ce cas. Sur ce nombre au moins 26 ont été élus. Et ce n'est que la face visible de l'iceberg. Car une fois les élections passées, nombre de députés RN, qui s'étaient retenus pendant la période électorale, risquent de se lâcher.